



**Rassemblement de solidarité avec les syndicalistes  
et enseignant-e-s d'Iran  
10 juin 2022, à Genève, devant le Palais des Nations**

**Support for imprisoned Trade-unionists and  
teachers in Iran  
10th June 2022, Geneva, le Palais des Nations**

گزارش گردهمایی برای همبستگی با سندیکالیست ها و معلمان در ایران  
میدان ملل، ژنو، ۱۰ ژوئن ۲۰۲۲





## Rassemblement de solidarité avec les syndicalistes et enseignant-e-s d'Iran

A l'occasion de la Conférence annuelle de l'OIT (Organisation internationale du travail), les organisations syndicales signataires appellent à un rassemblement devant le siège des Nations Unies à Genève, le vendredi 10 juin 2022.

Elles entendent ainsi protester contre la nouvelle campagne de répression entreprise par les autorités de la République islamique d'Iran.

Récemment de vastes opérations de répression frappent des enseignant-e-s et d'autres salarié-e-s. Arrestations, convocations et mises en détention se succèdent sous des accusations les plus mensongères.

La République islamique d'Iran a refusé de ratifier de nombreux textes fondamentaux de l'OIT, dont ceux concernant la liberté de constituer des syndicats, la protection du droit syndical et la négociation collective (Conventions 87 et 98 de l'OIT).

Pour autant, rien ne justifie que cet Etat agisse en contradiction avec les normes et décisions de cette institution dans lequel il siège officiellement.

L'Iran est par ailleurs signataire de deux traités internationaux protégeant notamment le droit de constituer des syndicats, de s'y affilier et de rencontrer des syndicalistes d'autres pays :

- Pacte international relatif aux droits civils et politiques (ICCPR), article 22 ; et
- Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC/ICESCR), article 8.

Le régime réprime néanmoins des dizaines de personnes agissant dans le cadre de ces deux textes signés par l'Etat iranien.

Pour soutenir les syndicalistes et les enseignant-e-s arrêté-e-s et exiger leur libération immédiate, nous organisons un rassemblement :

**Vendredi 10 juin 2022, à partir de 12 h à Genève**

Confédération générale du travail (CGT) - France -  
Fédération syndicale unitaire (FSU) - France -  
Union syndicale Solidaires - France -  
Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) - France -

Avec le soutien de :

Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS),  
Syndicat des services publics, (SSP Genève).



# Conseil de coordination des associations professionnelles d'enseignant.e.s d'Iran

## Lettre ouverte aux délégués à la 110<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du Travail Genève, 27 mai-11 juin 2022

Nous, soussigné.e.s, interpellons les délégué.e.s à la 110<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du Travail, et en particulier les délégué.e.s des travailleurs/euses, au sujet de la récente répression brutale d'enseignant.e.s et autres syndicalistes en Iran.

Pendant les ans passé.e.s, en particulier ces derniers mois, les politiques économiques du gouvernement iranien ont créé une pauvreté et une misère généralisées pour la grande majorité de la population, en particulier pour les travailleurs/euses. Cette situation a créé une large division de classe, réduisant les moyens de subsistance du plus grand nombre et a finalement conduit à des protestations publiques. Il est regrettable qu'au lieu de répondre de manière appropriée et de résoudre les problèmes, le gouvernement ait réagi brutalement face à ces protestations légales : sa seule réponse n'a été qu'une répression généralisée. L'un des divers aspects de cette répression est l'attaque physique et l'arrestation de syndicalistes, et d'autres personnes.

Récemment, un "pseudo-rapport" a été présenté à la radio et à la télévision d'État (Radiodiffusion de la République islamique d'Iran) contre des enseignant.e.s et des syndicalistes bien connu.e.s qui sont les représentant.e.s légaux/légales et respecté.e.s de leurs secteurs. Dans ce "pseudo-rapport", une tentative désespérée et sans fondement a été faite afin d'accuser des syndicalistes d'Iran de collaborer avec des "espion.ne.s" de l'étranger. La publication de ce complot ourdi par le gouvernement contre des syndicalistes a immédiatement suscité une vague de protestations et de dégoût dans le pays.

Nous demandons aux délégué.e.s à la 110<sup>e</sup> session de la Conférence internationale du Travail de condamner la violation croissante par le gouvernement iranien de tous les droits des enseignant.e.s et des travailleurs/euses, et en particulier la violation du droit d'association et de manifester pacifiquement. Il s'agit d'une question urgente car depuis le 1<sup>er</sup> mai, un certain nombre de syndicalistes ont été arrêté.e.s , interrogé.e.s et inculpé.e.s d'accusations à l'encontre de sécurité nationale. Ces accusations complètement fausses et sans fondement sont fabriquées uniquement dans le but de réprimer le mouvement syndical indépendant ainsi que les protestations légitimes des travailleurs/euses et opprimé.e.s. Ces violations des droits fondamentaux des salarié.e.s ont lieu alors que le gouvernement iranien fait partie du Conseil d'administration du Bureau International du Travail.

De nombreux membres des associations professionnelles d'enseignant.e.s, du syndicat des travailleurs des bus de Téhéran et d'autres organisations syndicales indépendantes, ainsi que des manifestant.e.s, ont été persécuté.e.s, arrêté.e.s et incarcéré.e.s pour avoir participé à des activités syndicales. Nous appelons les délégué.e.s à condamner la répression du gouvernement iranien contre les syndicats indépendants et leurs membres.

Nous demandons aux délégué.e.s de transmettre leur dénonciation de ces mesures répressives aux délégué.e.s envoyé.e.s par le gouvernement iranien, et d'exiger de ce

dernier qu'il prenne toutes les mesures nécessaires pour la libération immédiate et inconditionnelle de tous les enseignant.e.s et autres syndicalistes.

Il faut souligner que, malheureusement, les syndicats indépendants iraniens n'ont pas de représentants à la Conférence internationale du travail : les « syndicalistes » d'Iran y participant sont parrainé.e.es par le gouvernement et non par les travailleurs/euses.

Le gouvernement iranien doit libérer immédiatement et sans condition tous les enseignant.e.s et syndicalistes emprisonné.e.s arrêté.e.s depuis le 1<sup>er</sup> mai 2022, et notamment Rasoul Bodaghi, Eskandar Lofi, Reza Shahabi, Jafar Ebrahimi, Hassan Saeidi, Anisha Asadollahi, Reyhaneh Ansarinejad, Mohammad Habibi, Keyvan Mohtadi, Shaban Mohammadi, Masoud Nikkhah, Reza Amanifar, Hadi Sadeghzadeh, Mohammad Alishvandi, Asghar\_Amirzadegan, Mehrdad Yaghmaei, Afshin Razmjoo, Gholamreza Gholamikandazi, Hamid Abbasi, Abdolrazaq Amiri, Mohammad Ali Zahmatkesh, Mohsen Bahrami, Morteza Mohammadi, ainsi que bien d'autres comme.

Nous exigeons également avec force qu'il soit mis fin à la détention et au harcèlement continus d'autres syndicalistes emprisonné.e.s, et notamment :

- l'enseignant emprisonné Esmail Abdi, qui purge actuellement une nouvelle peine de 10 ans de prison après avoir purgé une peine de six ans, qui a été inculpé en 2010,
- Hashem Khastar, qui est en prison depuis de nombreuses années. Malgré sa maladie et son âge avancé, il ne bénéficie même pas d'un congé de maladie.

En outre, les peines et charges retenues contre les enseignantes incarcérées pour avoir protesté contre les politiques éducatives du gouvernement, doivent être annulée. Nous demandons la libération immédiate de : Zeinab Hamrang, Alieh Aghdamdoost, Haleh Safarzadeh, Nahid Fath'alian, Nosrat Beheshti, Masoumeh Askari et Mojgan Bagheri.

Nous, les signataires de cette lettre, demandons également spécifiquement aux délégations du monde du travail participant à la Conférence internationale du travail de demander l'inscription à l'ordre du jour des points urgents suivants :

- L'abandon inconditionnel et immédiat de toutes les charges retenues contre les syndicalistes emprisonné.e.s et la libération de l'ensemble des détenu.e.s.
- Obliger le gouvernement iranien à respecter les droits de tous les travailleurs/euses, y compris les enseignant.e.s, à s'organiser, ainsi qu'aux libertés d'association et d'expression, y compris le droit de rassemblement pacifique, sans crainte d'intervention de forces de sécurités.
- Envisager d'envoyer une délégation internationale en Iran sous la coordination du Groupe de travail de l'Organisation Internationale du Travail et des fédérations syndicales mondiales pour examiner les conditions de travail en Iran, rencontrer des syndicats indépendants et de rendre visite à des syndicalistes emprisonnés et leurs familles.
- Renvoyer du conseil d'administration de l'OIT les représentants du gouvernement iranien.
- Ne pas soutenir leur réélection au sein de ce conseil en raison de la violation continue des conventions internationales du travail et l'irresponsabilité de la répression continue des syndicats et syndicalistes en Iran.



## Déclaration de l'UNSA (France)

### Rassemblement pour les libertés fondamentales en Iran

Genève, 10 juin 2022

Cela fait des années que notre collectif syndical français interpelle régulièrement les autorités iraniennes afin que les droits et libertés essentielles des travailleuses et des travailleurs et de leurs représentants syndicaux soient reconnus et respectés.

A l'heure où la 110<sup>ème</sup> session de la Conférence internationale du travail s'apprête à ajouter comme 5<sup>ème</sup> pilier des principes et droits fondamentaux, un milieu de travail sûr et salubre, en Iran, vouloir constituer des organisations syndicales, manifester ou faire grève sont considérés comme des crimes. La liberté d'association est pourtant l'un des principes fondamentaux qui s'appliquent à tous les membres de l'OIT, même s'ils n'ont pas ratifié les conventions correspondantes. L'Iran n'en n'est pas exempté.

Les organisations syndicales que nous sommes ne peuvent tolérer cette situation et en appelle aux organisations européennes et internationales, notamment l'OIT, pour promouvoir et faire respecter les principes et droits fondamentaux humains et condamner la répression, les arrestations arbitraires et les sentences de peine de mort.

L'UNSA soutient le combat des travailleuses et des travailleurs iraniens pour la défense de leurs droits et de leurs libertés et exprime sa solidarité envers toutes celles et tous ceux qui subissent les châtiments de la politique répressive iranienne.

L'UNSA condamne la répression et les arrestations arbitraires des syndicalistes et des intellectuels iraniens, condamnés pour avoir défendu leurs droits syndicaux ou pour avoir exprimé leurs opinions.

L'UNSA exige le respect par l'Iran des droits et principes fondamentaux des travailleuses et des travailleurs et la libération des syndicalistes emprisonnés, mais aussi la liberté d'opinion, le libre choix de porter ou non le voile pour les femmes et l'abolition de la peine de mort.





## Déclaration de Solidarité socialiste avec les Travailleurs en Iran (SSI)

Au moment où se tient la 110<sup>ème</sup> Conférence internationale du Travail, le bilan de son membre depuis 102 ans, la République Islamique d'Iran, est un désastre total pour les travailleurs et travailleuses de ce pays. En effet, les dictatures qui s'y sont succédées n'ont apporté que plus de misère, plus d'injustice, plus de privation et plus de répression pour les salarié.e.s et les masses laborieuses d'Iran.

Dans ce pays, actuellement membre du Conseil d'administration du Bureau international du travail (BIT)<sup>1</sup>, un abîme se creuse, chaque jour plus profond, entre les classes sociales. Et des émeutes de la faim éclatent aux quatre coins du territoire.

Les prisons d'Iran se remplissent de militant.e.s ouvriers et d'enseignant.e.s qui portent haut et fort les revendications les plus élémentaires de justice sociale. Ils/elles se sont lancé.e.s corps et âme dans la constitution d'organisations si chères à la convention 87 de l'OIT, que ce membre du Conseil d'Administration du BIT refuse de respecter.

Pendant plusieurs semaines ces salarié.es ont battu le pavé un peu partout en Iran, pour que les mesures prévues par les conventions 87 et 98 de l'OIT deviennent la norme dans ce pays.

Ces femmes et ces hommes sont actuellement dans les geôles de la République Islamique d'Iran. Et cela pour avoir voulu, par leurs luttes, que soient traduits en actes, les droits civiques et politiques inscrits dans des traités internationaux (ICCPR et PIDESC/ICESCR), que ce pays a signé, et qu'il piétine en toute impunité sous les regards de ses collègues du Bureau de l'OIT.

Leur place n'est pas dans les prisons de ce membre peu glorieux de l'OIT, mais dans la Conférence internationale du Travail, en tant que véritables représentant.e.s des travailleurs et travailleuse.e.s d'Iran. Sous couvert d'allégations mensongères, certain.e.s de ces femmes et hommes sont même accusé.e.s «d'atteinte à la sécurité nationale ».

Le syndicat des transports publics de Téhéran, Vahed, et le Conseil de coordination des associations d'enseignant.e.s ont toutes les raisons de demander l'expulsion de la « délégation des travailleurs iraniens » présente à la conférence de l'OIT. Ces soit-disant "délégués" sont en réalité aux ordres des mêmes des mêmes responsables qui persécutent les authentiques organisations de défense des droits des travailleurs/euses.

Le syndicat Vahed et la Coordination des enseignant.e.s demandent que les participant.e.s à cette conférence (notamment les délégations de travailleurs/euses) contestent et condamnent les agissements de l'Etat Iranien contre les droits fondamentaux des salarié.e.s.

Ces deux organisations demandent que soient prises les mesures nécessaires pour :

- contraindre cet Etat à libérer immédiatement et sans condition les militant.e.s ouvriers et enseignants détenu.e.s,

<sup>1</sup> [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed\\_norm/@relconf/@reloff/documents/meetingdocument/wcms\\_083528.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_norm/@relconf/@reloff/documents/meetingdocument/wcms_083528.pdf)

- faire cesser sa politique répressive envers les activistes, et le contraindre à respecter les principes fondamentaux de l'OIT concernant les droits des travailleurs/euses.

SSTI soutient les luttes et les revendications de travailleurs/euses, et notamment celles portées par le syndicat Vahed et la Coordination enseignante.

- Les activistes détenu.e.s doivent être libéré.e.s sans délai et sans conditions ;

- La répression qui déferle sur le monde du travail doit à jamais cesser ;

- Les droits fondamentaux des travailleurs/euses doivent être garantis et respectés.

Nous soutenons les exigences présentées à l'OIT et à la Conférence internationale du Travail par le Syndicat Vahed et le Conseil de coordination des enseignant.e.s.

Nous demandons à l'OIT d'entreprendre les démarches nécessaires pour répondre favorablement à ces exigences.



## Déclaration des organisations syndicales SSP et CGAS (Suisse)

Chers collègues, chers camarades,

Quiconque dispose d'une expérience syndicale, entre autres dans une entreprise, connaît l'importance des conditions permettant le respect des droits syndicaux et des activités qui les concrétisent. De plus, toute militante et tout militant syndicaliste qui fait face à une répression patronale et/ou gouvernementale est conscient de la valeur de la solidarité concrète de forces syndicales à l'échelle nationale et, encore plus, à l'échelle internationale.

La manifestation d'aujourd'hui est une concrétisation de ces impératifs. Elle traduit, simultanément, la convergence solidaire d'organisations syndicales de France et de Suisse pour la défense des droits syndicaux en Iran, pour la défense et la libération de tous les syndicalistes et enseignant·e·s réprimés et emprisonnés par le pouvoir de la République islamique d'Iran. La présence d'associations de militants et militantes iraniens – comme Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran – donne un relief particulier à cette manifestation d'internationalisme syndical et pour la défense de l'ensemble des droits démocratiques.

L'écroulement, fin mai, d'un bâtiment dans la ville d'Abadan, qui a fait au moins 37 morts, est un symbole d'un régime qui baigne dans la corruption. Ce bâtiment de 10 étages a été construit en violant toutes les normes proclamées régissant la construction de bâtiments résidentiels et commerciaux. La dénonciation par les autorités centrales de la corruption de responsables locaux est une forme bien connue des traits mafieux du régime. Lorsque les dits scandales sont trop éclatants, une faction du régime dénonce une autre pour tenter de dissoudre les responsabilités du régime en tant que tel.

Mais cela est de plus en plus difficile. En effet, les protestations et mobilisations suite à l'écroulement de ce bâtiment dénonçaient dans leurs mots d'ordre la dimension criminelle du régime et visaient directement le Guide suprême, Ali Khamenei.

Ainsi, les protestations d'Abadan ont rejoint le flot des manifestations qui se développent depuis début mai, à la suite de la suppression de subventions pour les aliments de base dont les prix ont explosé. Cette inflation qui frappe en particulier les biens élémentaires et le prix des logements révèle avec force l'accroissement massif des inégalités sociales. Il ne faut toutefois pas taire le fait que la suppression de ces subventions n'est pas décidée dans l'isolement par le seul gouvernement néolibéral et dictatorial d'Ebrahim Raïssi. Elle s'est effectuée à l'ombre des incitations du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Ce que taisent beaucoup de médias d'Europe occidentale.

Les «mollahs capitalistes», comme ils sont qualifiés dans les rues de Téhéran selon les comptes rendus de syndicalistes iraniens, ne cessent de réprimer les activités revendicatives des travailleuses et travailleurs. Ces «mollahs capitalistes» connaissent la capacité historique

des masses laborieuses de contester les fondements d'un régime dictatorial. Les privatisations de secteurs économiques avec leurs cascades de sous-traitance ont pour but de diviser les rangs ouvriers. Toutefois, que ce soit dans le secteur pétrolier, sucrier ou dans les transports et les services publics, grèves et manifestations n'ont pu être et ne peuvent être décimées.

Aucune revendication démocratique face au pouvoir de la République islamique ne peut faire l'économie d'une solidarité effective avec le combat des masses laborieuses d'Iran. Et une solidarité effective ne peut taire que les sanctions impérialistes infligées à l'Iran frappent prioritairement les milieux populaires et non les factions au pouvoir dont la politique rentière nourrit leur détournement de la richesse produite par les salarié·e·s.

C'est dans ce sens que nous nous associons à la manifestation d'aujourd'hui qui constitue, pour nous, dans le pays où réside l'OIT – qui a blâmé la Suisse pour ne pas protéger suffisamment les représentants syndicaux – une des voies à suivre pour la mise en œuvre d'un internationalisme syndical.



## Déclaration de l'Union syndicale Solidaires (France)

A quelques dizaines de mètres de l'endroit où nous sommes, se tient la conférence annuelle de l'OIT, ainsi que le siège de son Bureau (BIT).

Parmi les principes fondateurs de l'OIT figurent notamment (Convention C087)<sup>2</sup> :

- le droit des salarié.e.s *"sans autorisation préalable, de constituer des organisations de leur choix, ainsi que celui de s'affilier à ces organisations"*.
- celui *"d'élaborer leurs statuts et règlements administratifs, d'élire librement leurs représentants, d'organiser leur gestion et leur activité, et de formuler leur programme d'action"*.

Et ce texte précise :

- *"Toute organisation (...) a le droit de s'affilier à des organisations internationales"*.
- *"les autorités publiques doivent s'abstenir de toute intervention de nature à limiter ce droit ou à en entraver l'exercice légal"*.

Un autre texte de l'OIT, datant de 1998, stipule clairement que ces droits sont universels, et que tout Etat membre de l'OIT est dans l'obligation de les respecter et de les promouvoir.<sup>3</sup>

Et cela d'autant plus que l'Iran a par ailleurs signé deux traités internationaux comportant des dispositions comparables.<sup>4</sup>

Mais le pouvoir Iranien ne respecte aucune des obligations figurant dans ces différents textes : en Iran, des syndicalistes sont régulièrement persécutés, arrêtés, emprisonnés et torturés.

La plus récente vague répressive a commencé le 1<sup>er</sup> mai 2022 l'arrestation, l'emprisonnements et la condamnations de plusieurs dizaines d'enseignant.e.s et de syndicalistes sous des allégations fallacieuses. Leur seul "crime" est d'avoir voulu exercer son activité syndicale conformément au droit international régi par les Conventions fondamentales de l'OIT dans lequel le droit syndical est un élément central.

---

<sup>2</sup> Convention 87 de l'OIT, 1948 :

[https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100\\_ILO\\_CODE:C087](https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C087)

<sup>3</sup> Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail, 1998

<https://www.ilo.org/declaration/lang--fr/index.htm>

<https://www.ilo.org/declaration/thedeclaration/textdeclaration/lang--fr/index.htm>

<sup>4</sup> Pacte international relatif aux droits civils et politiques (ICCPR), 1976, article 22 (page 13)

<https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/international-covenant-civil-and-political-rights>

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC/ICESCR), 1976, article 8 (pages 5-6)

<https://www.ohchr.org/fr/instruments-mechanisms/instruments/international-covenant-economic-social-and-cultural-rights>

## Et malgré cela :

D'après les informations figurant sur le site de l'OIT :

- un représentant du pouvoir iranien siège tranquillement au Conseil d'Administration du BIT.<sup>5</sup>
- un second est membre du *"Groupe de travail tripartite chargé de la question de la pleine participation, démocratique et sur un pied d'égalité, à la gouvernance tripartite de l'OIT"*.<sup>6</sup>

Participent également à la conférence 2022<sup>7</sup> :

- Neuf représentants de l'Etat iranien, dont le Ministre du travail et de la protection sociale (ABDOLMALEKI, Hojatollah) ;
- Onze autres personnes étroitement liées au pouvoir en place, et faussement présentés comme des représentants des salarié.e.s.

## Un tel scandale doit cesser

- Le droit de s'organiser syndicalement doit enfin être respecté ;
- Manifester et faire grève doivent cesser d'être considérés comme des crimes ou et des "complots" ;
- Toute personne en prison pour action syndicale doit être immédiatement relâchée ;
- Ce ne sont pas aux représentants des "Maisons des travailleurs" d'Iran de participer à l'assemblée de l'OIT, mais aux syndicalistes indépendant.e.s de l'Etat.

---

<sup>5</sup> [Membres du Conseil pour 2021-2024](#) page 2

<sup>6</sup> [Composition des comités et autres organes pour 2021-2024](#) page 4

<sup>7</sup> Liste provisoire révisée des délégations, 2022 (pages 47-48)

[https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms\\_844627.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_844627.pdf)



## Déclaration de la FSU (France)

Plusieurs syndicats de la FSU sont membres de l'Internationale de l'éducation et la FSU est également engagée au sein de l'intersyndicale Iran depuis plusieurs années. C'est à ce titre qu'elle s'exprime aujourd'hui.

Depuis des années, les enseignant·es iranien·nes expriment leurs revendications légitimes en faveur de conditions de travail décentes et de la reconnaissance de leurs droits et libertés fondamentaux en tant que travailleurs·euses et citoyen·nes.

Des dizaines d'enseignantes et enseignants ont été arrêtés de manière injustifiée dans différentes villes pour avoir mené des activités pacifiques couvertes par les lois internationales.

Le droit de réunion pacifique et le droit d'association sont fondamentaux pour toutes les sociétés.

L'arrestation et la détention de militant·es syndicaux·ales exerçant ces droits constituent un abus de pouvoir flagrant et sont en violation de la Convention 87 de l'OIT sur la liberté d'association et la protection du droit syndical, et de la Convention 98 sur le droit d'organisation et de négociation collective.

Le gouvernement iranien doit répondre aux demandes légitimes exprimées lors des différentes mobilisations par le dialogue et la politique, et non par la répression.

La FSU dénonce l'arrestation et la détention de nombreux·ses représentant·es des associations professionnelles d'enseignants dans tout le pays.

Aucun·e défenseur·e des droits humains ne devrait se retrouver en prison.

Les droits et libertés des enseignant·s et personnels de l'éducation, notamment le droit à la liberté d'association, le droit de réunion pacifique et la liberté d'expression – doivent être respectés sans craindre l'intervention des autorités.

La FSU continuera d'agir au sein de l'intersyndicale et relaiera les appels de l'Internationale de l'Education via ses syndicats enseignants pour soutenir les syndicalistes et personnels dont les droits humains et syndicaux sont bafoués.

# Syndicat des Travailleurs de la Régie du Transport de Téhéran et sa banlieue (VAHED)



**Condamnons les accusations factices et allégations mensongères,  
les arrestations, et la propagation de calomnies  
par le ministère du Renseignement et d'autres instances répressives en Iran !**

Les luttes de la classe ouvrière en Iran pour une vie humaine, pour le droit de s'affirmer et de faire prévaloir ses droits les plus fondamentaux violés, n'ont non seulement pas diminuées pendant la pandémie de Covid, mais se sont encore élargies. Les protestations nationales des enseignants pour le droit à l'éducation gratuite et publique, la hausse des salaire au-dessus du seuil de pauvreté, le droit de s'organiser, et pour libérer les enseignants emprisonnés à travers le pays, avec le soutien des élèves et du reste de la population, ne se sont pas arrêtées.

Nous avons été de nouveau confrontés ces derniers jours à des arrestations de militants ouvriers, enseignants, artistiques et des activistes des droits civiques. En outre, les manifestations à l'échelle nationale des populations laborieuses et opprimées contre l'inflation galopante, la corruption, le pillage des biens publics, les injustices débridées et les violations des droits humain les plus élémentaires, se poursuivent ; et cela malgré une répression généralisée, de nombreuses interpellations et des informations faisant état de personnes tuées et blessées par les forces de l'ordre.

Les autorités iraniens, du fait de leur incapacité à satisfaire les revendications justes de la classe ouvrière et du peuple démuné et opprimé, poursuivent de plus en plus violemment leur comportement habituel, à savoir le recours à la répression, des arrestations, la constitution de dossier judiciaire sur la base des Faux, accusations forgées de toutes pièces, la diffusion de mensonges et calomnies à l'encontre ce qui ose se lever.

Bien que le ministère du Renseignement n'ait pas encore officiellement rendu public les noms de personnes détenues récemment et les chefs d'accusations correspondant, des agents du ministère sont en train de monter les dossiers judiciaires des détenus en diffusant sur les réseaux sociaux des fausses nouvelles et des rumeurs totalement infondées à leur encontre.

Syndicat des Travailleurs de la Régie du Transport de Téhéran et sa banlieue (VAHED), en tant qu'une section du mouvement ouvrier indépendant en Iran, considère qu'il est de son plein droit et de son devoir d'établir des contacts avec toutes les sections de la classe ouvrière en Iran et dans le monde, et dans un élan de solidarité internationale avec les travailleurs, défend ses relations avec les travailleurs d'autres parties du monde comme un droit indéniable.



Le syndicat de Vahed condamne toutes les accusations et la diffusion de mensonges contre ses membres, dont Mr. Reza Shahabi, arrêté le 12 mai, ainsi que d'autres militants ouvriers, enseignants et culturels détenus. Tous les détenus de ces derniers jours, dont Mme Anisha Asadollahi, Mme Reyhaneh AnsariNejad, Mr. Keyvan Mohtadi, ainsi que tous les enseignants incarcérés dont Mr. Rasoul Bodaghi, Mr. Jafar Ebrahimi, Mr. Eskandar Lotfi, Mr. Mohammad Habibi, Mr. Mohsen Omrani, Mr. Shaban Mohammadi, Mr. Masoud Nikkhah, Mr. Mahmood Maleki, Mr. Reza Amanifar, Mr. Asghar Habibi doivent être libérés sans conditions aucune.

La liberté d'organisation, d'association, d'expression, de rassemblement, de protestation et de grève, ainsi que le droit à la solidarité de classe et la solidarité internationale, font partis des droits les plus universellement reconnus pour les travailleurs. Ils sont consacrés explicitement par les conventions de l'OIT et d'autres conventions internationales, et la république islamique se doit de les respecter. Leurs violations continues par le régime iranien ne font qu'accroître l'aversion des oppresseurs parmi les opprimés.

Le syndicat de Vahed, en tant que membre de la Fédération Internationale des travailleurs des transports, fait partie du mouvement international des travailleurs du secteur public. Il appelle les travailleurs et les organisations syndicales à l'échelle internationale, à exercer les pressions les plus sévères sur les autorités de la république islamique d'Iran, lors de la prochaine assemblée générale de l'OIT, qui se tiendra du 27 mai au 11 juin 2022, afin de l'empêcher de poursuivre la répression, la détention et la propagation de mensonges à l'encontre des militants ouvriers et enseignants.

Les accusations sécuritaires contre les militants ouvriers, enseignants, étudiants et les mouvements pour l'égalité et la liberté en Iran ont une longue histoire. Elles n'ont en aucune façon affectée la détermination du mouvement ouvrier indépendant en Iran. Par conséquent, nous rappelons aux autorités iraniennes de ne plus mettre à l'épreuve la patience de la classe ouvrière et du peuple démuné d'Iran, et de libérer immédiatement et sans condition tous les militants incarcérés.

Le syndicat Vahed annonce par le présent communiqué, sa campagne nationale et internationale pour la libération de Reza Shahabi et d'autres détenus de ces derniers jours. Il poursuivra cette campagne jusqu'à ce que toute les fausses accusations et calomnies portées à l'encontre de ces détenus soient levées, et jusqu'à leur libération inconditionnelle. Nous appelons toutes les organisations des travailleurs, tous les défenseurs des droits des travailleurs, tous les activistes de causes sociales en Iran, à dénoncer les ruses des instances sécuritaires, et avec tact et coordination, faire cesser leurs plans et leurs scénarios abominables.

Les nouvelles concernant le syndicat Vahed, ainsi que celles de la campagne, annoncée dans le présent communiqué, seront diffusées via les canaux Télégram, Instagram et l'e-mail officiel du syndicat ; vous pouvez nous aider en les diffusant.

**Syndicat des Travailleurs de la Régie du Transport de Téhéran et sa banlieue (VAHED)**

**lundi 16 mai 2022**



## Support for imprisoned Trade-unionists and teachers in Iran

On the occasion of the annual conference of the International Labour Organization (ILO), the undersigned labour organisations call for a gathering in front of ILO head office in Geneva, on Friday 10<sup>th</sup> June 2022.

Our organisations hereby protest firmly against the recent brutal repression of teachers and trade union activists in Iran, by the regime of the Islamic Republic of Iran. Recently, widespread repression and vast crackdown have struck numerous teachers and worker activists. Arrests, summons, detentions have been conducted under entirely false accusations.

The Islamic Republic of Iran has refused to ratify several fundamental conventions of the ILO, including those concerning the freedom of association, the protection of union rights and collective negotiation (ILO Convention 87 and 98 and The ILO Declaration on Fundamental Principles and Rights at Work).

However, violation of the fundamental workers' rights, the basic norms and decisions of this institution are taking place while the government of Iran is part of the Governing Body of the International labour Office. Nothing justifies the behaviour of the Iranian government.

Iran is also a signatory to two other international treaties which in particular protect the right of association, of unionising, and of contacting and meeting the trade-unions of the other countries:

- International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR), article 22; and
- International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (ICESCR), article 8.

The Iranian regime represses, nevertheless, dozens of workers and teachers for the only "crimes" of exercising their basic rights protected by the above treaties signed by Iranian government itself.

For this reason and with the aim of supporting the detained trade-unionists and teachers and to demand their immediate release, we have called a gathering for :

**Friday 10th June 2022, from 12 am to 3 pm in Geneva**

Confédération générale du travail (CGT) - France,

Fédération syndicale unitaire (FSU) - France,

Union syndicale Solidaires - France,

Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) - France

Supported by:

Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) - Suisse,

Syndicat des services publics, (SSP Genève) - Suisse.



# Coordinating Council of Iranian Teachers' Trade Associations

## An open letter to Delegates at the 110<sup>th</sup> Session of the International Labour Conference Geneva, 27 May-11 June 2022

We, the undersigned, are calling on the Delegate at the 110th Session of the International Labour Conference, and in particular the workers' delegates, about the recent brutal repression of teachers and other trade union activists in Iran.

Over the years, especially in recent months, the Iranian government's economic policies have created widespread poverty and misery for the general public, especially workers. This situation has created a wide class divide, shrinking the livelihood of the general public, and eventually led to public protests. It is unfortunate that instead of responding appropriately and solving the problems, the government has reacted brutally to these legal protests, and their response has been nothing but widespread repression. One of the various aspects of the crackdown is the attack on and arrest of well-known union activists, teachers, workers and many other protesting people. Recently, in a false scenario, a "pseudo-report" was published on state radio and television (Islamic Republic of Iran Broadcasting) against well-known teachers and workers' activists who are the legal and respected representatives of their sectors. In this "pseudo-report", a desperate and baseless attempt was made to accuse Iranian trade union activists of collaborating with foreign "spies". The release of this government-made plot against trade union activists immediately met with a wave of protest and disgust throughout Iran.

We are asking delegates at the 110th Session of the International Labour Conference to condemn the Iranian government's escalating violation of all teachers' rights, workers' rights and in particular the violation of the right to association and the violation of the right to peaceful demonstration. This is an urgent matter because since May Day, a number of trade union activists have been arrested and are being interrogated and charged with serious but completely false and baseless national security charges only to suppress the independent trade union movement and the rightful protests of the toiling and oppressed people in Iran. These violation of fundamental workers' rights are taking place while the government of Iran is part of the Governing Body of the International labour Office.

Many members of the teachers' trade associations, Tehran bus workers' syndicate, and members of other independent trade union organizations, as well as the protesting people, have been persecuted, arrested and incarcerated for engaging in legitimate workers' and trade union activities. We are calling on the delegates to condemn the Iranian government's repression of the independent trade unions and their members.

We are asking the delegates at the International Labour Conference to convey to the government delegates from Iran their denunciation of these repressive measures and call on the Iranian government to take all necessary measures for the immediate and unconditional release of all teachers and other trade union activists, and stop repressions of workers, trade unionists, and protesting people, and respect freedom of association and trade union rights under ILO Convention 87 and 98 and The ILO Declaration on Fundamental Principles and Rights at Work. It is necessary to emphasize that, unfortunately, the independent trade unions of Iran do not have any representatives at the International Labour Conference, and the "delegates" who are the representatives of the "trade unions" participating from Iran are also sponsored by the government.

The government of Iran must immediately and unconditionally release all jailed teachers and trade union activists who have been arrested since May Day 2022, including Rasoul Bodaghi, Eskandar Lofi, Reza Shahabi, Jafar Ebrahimi, Hassan Saeidi, Anisha Asadollahi, Reyhaneh Ansarnejad, Mohammad Habibi, Keyvan Mohtadi, Shaban Mohammadi, Masoud Nikkhah, Reza Amanifar, Hadi Sadeghzadeh, Mohammad Alishvandi, Asghar\_Amirzadegan, Mehrdad Yaghmaei, Afshin Razmjoo, Gholamreza Gholamikandazi, Hamid Abbasi, Abdolrazaq Amiri, Mohammad Ali Zahmatkesh, Mohsen Bahrami,

Morteza Mohammadi and many others like Hashem Khastar, who has been in prison for many years, Despite his illness and old age, he is not even given medical leave.

We also strongly demand an end to the ongoing detention and harassment of other trade union and labour activists serving sentences, including the imprisoned teacher Esmail Abdi, who is currently serving another 10 years in prison after completing a six-year sentence, who was charged in 2010, and Hashem Khastar, who has been in prison for many years, and despite his illness and old age he is not even given medical leave. Moreover, the sentences and charges against the following women teachers, who have already been incarcerated for protesting against the government's educational policies, must be annulled and they must be released immediately: Zeinab Hamrang, Alieh Aghdamdoost, Haleh Safarzadeh, Nahid Fath'alian, Nosrat Beheshti, Masoumeh Askari and Mojgan Bagheri. We, the signatories of this letter, also specifically request the labor delegations participating at the International Labour Conference to include the following urgent items on the agenda of the meeting, and we insist to do their best to approve and implement them:

- Unconditional and immediate drop of all charges against imprisoned trade unionists, and release of all detainees.
- To oblige the Iranian government to respect and uphold the rights of all workers including teachers to organize and to freedom of association and freedom of speech including the right to peaceful assembly, without fear of state intervention.
- Considering dispatching an international delegation to Iran under the coordination of the Working Group of the International Labour Organization and the global trade union federations to examine the labor force conditions in Iran, meet with independent trade unions and visit imprisoned trade union activists and their families
- Requesting the dismissal of the representatives of the Iranian government from the governing board of the International Labor Organization and not supporting their re-election in this board due to the continuous violation of international labour conventions and lack of accountability for the ongoing repression of trade unions and labour activists in Iran.

**Coordinating Council of Iranian Teachers' trade Associations**

# Syndicate of Workers of Tehran and Suburbs Bus Company (Vahed)



## **Condemn Trumped-up charges, framing- up, arresting and spreading lies by the Intelligence Ministry and repressive forces!**

The struggles of the Iranian working class for a human life, the right to self respect and to attain their most basic violated rights, have not only not diminished during the Corona pandemic, but have also taken on wider dimensions. The nationwide protests by teachers in defence of public education and the right to organize, for wages increase to go behind the poverty threshold, and release of the imprisoned teachers across the country, with the support of students and the whole society, have never stopped even for a moment.

In recent days, we have once again witnessed the wave of arrests of labour activists, teachers, civil right defenders and artists. Despite widespread repression, numerous arrests and reports of many people being killed by police and security forces, a nationwide protest is going on in Iran by the working and oppressed people, against the ravaging inflation, corruption, looting of public property, rampant injustices and the violation of the most basic human rights.

The Iranian authorities, incapable of giving any humane and responsible response to the just demands of the working class and the deprived and oppressed people, are pursuing their usual methods with higher speed, namely repression, prosecution, arresting, Trumped-up charges, framing- up and spreading lies against however dares to stand up.

Although the Intelligence Ministry has not yet officially made public the names of the recent detainees and their charges, but they are busy by spreading of the false and completely baseless rumours on virtual media against and filing cases against labour activists.

The Syndicate of Workers of Tehran and Suburbs Bus Company (Vahed), as part of the independent labour movement in Iran, considers it has full right and duty to be in solidarity with all sections of the working class in Iran and around the world. International solidarity fraternal relations with workers all over the world are our aim. He defends it and considers it as an obvious right.

Our Syndicate condemns any charge and also spreading lies against its members, including Reza Shahabi, arrested on May 12, and other labour and cultural detainees. We demand immediate and unconditional release of all imprisoned labour, teacher and social activists arrested in recent days, including Anisha Asadollahi, Reyhaneh Ansarinejad, Keyvan Mohtadi, as well as detained teachers Rasoul Badaghi, Jafar Ebrahimi, Eskandar Lotfi,

Mohammad Habibi, Mohsen Omrani, Shaban Mohammadi, Masoud Nikkhah, Mahmoud Malaki, Reza Amanifar , Asghar .

Freedom of association, expression, assembly, protest, strike, and class and international solidarity are among the most universally recognized rights of trade unions. These fundamental freedoms, enshrined in ILO conventions and other international conventions is binding on the Islamic Republic. Their continuous violations by the Iranian regime only increase hatred of the oppressors amongst the oppressed.

Syndicate Vahed, a member of the International Federation of Transport Workers, is part of the global public sector workers movement. Concerning the repression of the labour activists and teachers in Iran, It calls on all workers all over the world and international labour organizations to put the most severe pressure on the authorities of the Islamic Republic of Iran, during ILO coming annual meeting being held between May 27 and June 11, 2022,

Security charges against labour activists, teachers, students and freedom defenders in Iran have a long history and the recent one has no effect on our determination and the on independent labour movement will as well. Therefore, we remind the Iranian authorities not to test the patience of the working class and the deprived people of Iran. Release all detained workers activists and teachers immediately and unconditionally!

Syndicate Vahed is hereby announcing its national and international campaign for the release of Reza Shahabi and other detainees in recent days. It will not stop it until total annulment of all false accusations and Trumped-up charges against them and their unconditional release. We call on all trade unions, labour rights defenders, and social activists to consciously expose, with full tact and coordination, the security services conspiracies and finish with these shameful and dirty tricks.

News about our Syndicate and information this campaign will be announced publicly via the Telegram channel, Instagram and the official email of the union.

Join us in spreading them.

**Syndicate of Workers of Tehran and Suburbs Bus Company (vahed)**

Monday, May 16, 2022





## فراخوان یک گردهمایی برای همبستگی با سندیکالیست ها و معلمان در ایران میدان ملل، ژنو، جمعه ۱۰ ژوئن ۲۰۲۲

به مناسبت کنفرانس سالانه سازمان جهانی کار، ما تشکلات سندیکایی امضا کننده این فراخوان، همه را به شرکت در یک تظاهرات ایستاده در روز جمعه ۱۰ ژوئن ۲۰۲۲ در مقابل مقر سازمان ملل متحد در ژنو فرا می خوانیم.

از این طریق این سازمان ها اعتراض خود را نسبت به اقدامات سرکوبگرانه اخیر مقامات جمهوری اسلامی ایران به گوش همگان می رسانند.

در روزهای اخیر موج عملیات سرکوب گسترده ای علیه کارگران، معلمان و سایر مزدگیران به راه افتاده است. یک سلسله دستگیری ها، احضارها و بازداشت ها به اتهامات کاملاً واهی و ساختگی به وقوع پیوسته اند.

جمهوری اسلامی ایران از تصویب بسیاری از متون اساسی سازمان جهانی کار، از جمله متون مربوط به آزادی تشکیل اتحادیه های کارگری، حمایت از حقوق سندیکایی و مذاکرات جمعی (کنوانسیون های ۸۷ و ۹۸) خودداری کرده است.

به هر حال، این دولت رسماً عضو این سازمان است و این که برخلاف استانداردها و تصمیمات این نهاد عمل می کند به هیچ وجه قابل توجیه نیست.

از سوی دیگر ایران دو میثاق بین المللی حافظ عمدتاً حق تشکیل اتحادیه های کارگری، پیوستن به اتحادیه ها و ملاقات با اتحادیه های کارگری کشورهای دیگر را امضا کرده است:

- میثاق بین المللی حقوق مدنی و سیاسی (ICCPR) ماده ۲۲؛
- میثاق بین المللی حقوق اقتصادی، اجتماعی و فرهنگی (PIDESC/ICESCR)، ماده ۸.

با وجود این، دولت ایران ده ها نفر را که در چارچوب این دو متن امضا شده توسط دولت ایران، عمل می کنند، سرکوب می کند برای حمایت از سندیکالیست های و معلمان دستگیر شده و در جهت آزادی فوری آن ها ما تظاهرات ایستاده ای ترتیب می دهیم.

جمعه ۱۰ ژوئن ۲۰۲۲ از ساعت ۱۲ صبح در مقابل کاخ ملل در ژنو

- کنفدراسیون عمومی کار (CGT) - فرانسه
- اتحادیه اتحادیه های کارگری (FSU) - فرانسه
- اتحادیه کارگری همبستگی (Solidaires) - فرانسه
- اتحادیه ملی اتحادیه های کارگری خودمختار (UNSA) - فرانسه

### با حمایت

- سندیکای ژنو (CGAS) - سوئیس
- سندیکای خدمات عمومی ژنو (SSP) - سوئیس



## نامه سرگشاده معلمان و کارگران ایران به شرکت کنندگان در یکصد و دهمین اجلاس سالانه سازمان جهانی کار، ژنو، ۲۷ ماه مه الی ۱۱ ژوئن ۲۰۲۲

ما امضا کنندگان این نامه هیات‌های نمایندگی شرکت‌کننده در یکصد و دهمین اجلاس سازمان جهانی کار، به‌خصوص هیات‌های نمایندگی کارگری-صنفي را مورد خطاب قرار می‌دهیم و توجه آن‌ها را به سرکوب‌های اخیر علیه معلمان و نمایندگان آن‌ها در کانون‌های صنفي و فعالان کارگری-صنفي در ایران جلب می‌کنیم.

طی سالیان گذشته، به‌خصوص در ماه‌های اخیر سیاست‌های اقتصادی دولت ایران، فقر و فلاکت گسترده‌ای را برای عموم مردم، به‌ویژه برای مزدگیران و کارگران ایجاد کرده‌است. این مساله باعث ایجاد فاصله‌ی طبقاتی گسترده و کوچک شدن سفره‌ی معیشتی عموم مردم شده و نهایتاً منجر به اعتراضات عمومی شده‌است. جای تاسف‌است که آن‌ها، به‌جای پاسخ مناسب و حل مشکلات، به این اعتراضات قانونی، واکنش‌های تند نشان داده و پاسخ آن‌ها چیزی جز سرکوب گسترده نبوده‌است. یکی از وجوه مختلف این سرکوب‌ها حمله و بازداشت علیه فعالین شناخته شده صنفي، معلمان، کارگران و بسیاری از زحمتکشان معترض بوده‌است.

اخیراً نیز طی یک سناریوی کاذب و پوشالی از صدا و سیمای دولتی "شبه‌گزارشی" علیه فعالین شناخته شده معلمی و کارگری که نمایندگان قانونی و مورد قبول اصناف خود هستند منتشر شد. در این "شبه‌گزارش" طی تلاشی مذبحانه و نخ نما، تلاش شد فعالین صنفي ایران را به همکاری با "جاسوسان" خارجی متهم کنند. انتشار این سناریوسازی حکومتی علیه فعالین صنفي بلافاصله با موجی از اعتراض و انزجار در سراسر ایران مواجه شد.

ما از هیات‌های نمایندگی شرکت‌کننده در این اجلاس درخواست داریم که اقدام دولت ایران در نقض فزاینده حقوق کارگران و معلمان و به‌خصوص نقض حق تشکل‌یابی مستقل و نیز نقض حق تظاهرات مسالمت‌آمیز را محکوم کنند. این نقض حقوق بدیهی یک امر بسیار اضطراری است زیرا از یازدهم اردیبهشت ماه و روز جهانی کارگر به این سو، تعدادی از فعالین صنفي و مردم متعرض، بازداشت شده، تحت بازجویی قرار گرفته و به موارد جدی اما کاملاً بی‌پایه‌ای همچون اقدام علیه امنیتی ملی متهم شده‌اند فقط به این دلیل واضح که دولت ایران می‌خواهد جنبش مستقل کارگری و صنفي در ایران و اعتراضات برحق مردم زحمتکش و تحت ستم را خاموش کند. موارد نقض حقوق بدیهی و پایه‌ای کارگری و صنفي درحالی‌توسط دولت ایران اجرا می‌شود که این دولت عضوی از هیات‌مدیره سازمان جهانی کار است.

تعداد زیادی از اعضای کانون‌های صنفي معلمان، اعضای سندیکای کارگران شرکت واحد، و همچنین اعضای سایر تشکل‌های مستقل کارگری و صنفي و نیز مردم معترض در ماه‌ها و روزهای اخیر به علت فعال بودن در فعالیت‌های مشروع و قانونی کارگری و صنفي تحت بازداشت و یا حبس و بازپرسی قرار گرفته‌اند.

ما از هیات‌های نمایندگی شرکت‌کننده در اجلاس می‌خواهیم که سرکوب تشکل‌های مستقل صنفي و کارگری و اعضای آنها توسط دولت ایران را محکوم کنند. از نمایندگان حاضر در کنفرانس بین‌المللی کار می‌خواهیم که اعتراض خود را نسبت به این اقدامات سرکوبگرانه به هیات‌های نمایندگی دولت ایران که در اجلاس حضور دارند اعلام کنند.

از دولت ایران بخواهیم که اقدامات لازم برای آزادی فوری و بی‌قید و شرط تمام معلمان دستگیر شده، فعالین کارگری بازداشتی و معترضان بازداشت شده، را در دستور کار قرار بدهند و سرکوب کارگران و تشکل‌های مستقل کارگری و صنفي را پایان دهند و به حق پایه‌ای آزادی تشکل‌یابی و کارگری طبق مقاله‌ی نامه‌ی جهانی ۹۸ و ۸۷ و "بیانیه اصول و حقوق بنیادین در کار" احترام بگذارند و این حقوق را رعایت و اجرایی نمایند. لازم به تأکید است که متأسفانه اتحادیه‌های کارگری مستقل ایران در کنفرانس بین‌المللی کار نماینده‌ای ندارند و نمایندگان «اتحادیه‌های کارگری» شرکت‌کننده از ایران، دولت ساخته هستند.

دولت ایران باید فوری و بدون قید شرط تمام معلمان زندانی و فعالان تشکل‌های مستقل کارگری که از روز جهانی کارگر بدین سو بازداشت شده‌اند را آزاد کند: رسول بدایق، اسکندر لطفی، رضا شهابی، جعفر ابراهیمی، حسن سعیدی، انیسا اسدالهی، ریحانه انصاری نژاد، محمد حبیبی، کیوان مهندی، شعبان محمدی، مسعود نیکخواه، رضا امانی‌فر، هادی صادق زاده، محمد عالیشوندی، اصغر امیرزادگان، مهرداد یغمایی، افشین رزمجو، غلامرضا غلامی‌کندازی، حمید عباسی، عبدالرزاق امیری، محمدعلی زحمتکش، محسن بهرامی، مرتضی محمدی و بسیاری

علاوه بر این، ما اکیداً خواستار پایان حبس و آزارواذیت سایر فعالان صنفي و کارگری، که در حال گذراندن دوران محکومیت خود هستند، می‌باشیم، از جمله معلم زندانی اسماعیل عبدی، که بعد از اتمام یک دوره زندان ۶ ساله اکنون در حال گذران یک زندان ده ساله دیگر که در سال ۸۹ متهم شده‌است، و هاشم خواستار، که سال‌ها در زندان به سر می‌برد و با وجود بیماری و کهولت سن حتی مرخصی استعلاجی به او نمی‌دهند.

همچنین احکام و اتهامات علیه زنان معلمی که پیش از این به دلیل اعتراض به سیاست‌های آموزشی دولت کماکان در زندان به

سر می‌برند باید لغو و آنها فوراً آزاد گردند، از جمله: زینب هم‌رنگ، عالیه اقدم دوست، هاله صفرزاده، ناهید فتحعلیان، نصرت بهشتی، معصومه عسکری و مزگان باقری.

ما امضا کنندگان این نامه همچنین و به طور مشخص از هیات‌های کارگری شرکت کننده در اجلاس سالانه سازمان جهانی کار درخواست داریم موارد فوری زیر را به صورت ویژه در دستورکار اجلاس قرار داده و مصرانه تقاضا داریم که در راستای تصویب و اجرایی کردن آن‌ها تمام تلاش خود را به کار بندند:

الف) رفع فوری و بی‌قید و شرط تمامی اتهامات منتسب شده به تمامی فعالین صنفی محبوس در ایران و آزادی تمام دستگیر شدگان.

ب) ملزم کردن دولت ایران به احترام به حقوق بنیادین کارگران و معلمان و مزدبگیران در زمینه آزادی ایجاد و یا پیوستن به تشکل مستقل صنفی و کارگری، احترام و رعایت حق آزادی بیان و حق تجمع مسالمت‌آمیز بدون بیم و هراس از دخالت نیروهای امنیتی.

ج) بررسی و اقدام در مورد اعزام هیاتی بین‌المللی تحت هماهنگی گروه کارگری سازمان جهانی کار و فدراسیون‌های بین‌المللی اتحادیه‌ای، جهت بررسی شرایط نیروی کار در ایران، نشست با تشکل‌های مستقل صنفی و دیدار از فعالین صنفی زندانی در ایران و خانواده‌های آن‌ها.

د) تقاضای اخراج نمایندگان دولت‌ساخته‌ی ایران از هیئت مدیره سازمان جهانی کار و عدم حمایت از انتخاب مجدد آن‌ها در این هیات مدیره به دلیل نقض مداوم موازنه نامه‌های بین‌المللی و عدم پاسخگویی نسبت به سرکوب متداوم تشکلهای و فعالین اتحادیه‌ای و صنفی در ایران.



## پیام همبستگی سوسیالیستی با کارگران ایران

در حالی که یک صد و دهمین اجلاس جهانی کار برگزار می شود، کارنامه عضو صد و سه ساله آن، جمهوری اسلامی ایران، حکایت از یک فاجعه تمام عیار برای کارگران این کشور دارد. هر آینه، دیکتاتوری هایی که در ایران بر سر کار آمده اند جز فقر، بی عدالتی، محرومیت و سرکوب بیشتر برای مزدبگیران و توده های زحمتکش به بار نیاورده اند.

در این کشور، که هم اکنون عضو شورای اداری دفتر بین المللی کار است، شکاف طبقاتی هر روز عمیق تر می شود، و شورش های گرسنگی در گوشه و کنار آن شعله می کشند.

زندانهای ایران پر شده اند از فعالین کارگر و معلمی که ابتدایی ترین خواست های عدالت اجتماعی را با صدای رسا طرح می کنند؛ که با تمام توان خود به امر ایجاد تشکل پرداخته اند، امری که در مقاله نامه ۸۷ سازمان جهانی کار نیز مقرر شده و جمهوری اسلامی ایران که عضو شورای اداری دفتر بین المللی کار است، از دشمنی با آن دست نمی کشد.

در طول چندین هفته، معلمان و کارگران و بازنشستگان، سراسر ایران را با تظاهرات و اعتراضات خود به جنبش در آوردند تا حقوقی که در قراردادهای ۸۷ و ۹۸ سازمان جهانی کار نیز ثبت گشته اند، در این کشور برقرار شوند. این زنان و مردان، که برخی از آنها با پرونده سازی و جعل به "اقدام علیه امنیت ملی" متهم شده اند، اکنون در اسارتگاههای جمهوری اسلامی ایران به سر می برند. آنان به این دلیل زندانی شده اند که با مبارزات خود تلاش می کنند ابتدایی ترین حقوق مدنی و سیاسی که در پیمان های بین المللی (قرارداد بین المللی حقوق مدنی و سیاسی و پیمان بین المللی مربوط به حقوق اقتصادی، اجتماعی و فرهنگی) نیز تثبیت شده اند، در ایران جامه عمل پوشند، پیمان هایی که جمهوری اسلامی ایران پایشان امضا گذاشته ولی، مصون از مجازات و زیر چشم همکاران خود در دفتر سازمان جهانی کار، آن ها را لگدکوب می کند.

جای فعالین زندانی نه در زندان های این عضو ننگین سازمان جهانی کار، بلکه به عنوان نمایندگان راستین کارگران ایران، در کنفرانس بین المللی کار است. فعالین سندیکایی در ایران به درست خواهان اخراج "هیات نمایندگی کارگران ایرانی" از این کنفرانس هستند. این به اصطلاح "نمایندگان کارگران" در واقع مامورین همان دولتی هستند که از آزار و سرکوب سازمان های اصیل کارگران و زحمتکشان و مدافعان آنها، کوتاهی نمی کند.

فعالین کارگر و معلم، از شرکت کنندگان در این کنفرانس (بویژه از نمایندگان کارگری) می خواهند که تدابیر لازم را برای تحقق مطالباتی از جمله این موارد اتخاذ کنند:

ملزم ساختن دولت ایران به آزادی فوری و بی قید و شرط فعالین کارگری و معلمان دستگیر شده و زندانی،

پایان دادن به سیاست سرکوبگرانه نسبت به فعالین و ملزم ساختن دولت ایران به پذیرش اصول مربوط به حقوق پایه ای کارگران مصوب سازمان جهانی کار.

همبستگی کارگری سوسیالیستی از مبارزات و خواست های کارگران، بویژه سندیکای کارگران شرکت واحد اتوبوسرانی تهران و حومه، و شورای هماهنگی انجمن های صنفی فرهنگیان ایران حمایت می کند. فعالین دستگیر شده و زندانی باید بدون درنگ و بی قید و شرط آزاد شوند، سرکوب کارگران و زحمتکشان باید برای همیشه پایان یابد، و حقوق بنیادین کارگران باید تضمین و مراعات شود.

ما از خواست های فعالین کارگر و معلم در ایران از کنفرانس بین المللی کار نیز حمایت می کنیم، و از سازمان جهانی کار می خواهیم که اقدام های لازم برای برآوردن این خواسته ها را در دستور کار خود بگذارد.

## پیام سندیکاهای سوئیس

همکاران گرامی، رفقای عزیز

آن که کمی از تجربه فعالیت سندیکایی برخوردار باشد، حتی در یک شرکت، به اهمیت شرایطی که اجازه رعایت حقوق سندیکایی و فعالیت هایی مرتبط با آن ها را می دهد، به خوبی واقف است. بعلاوه، هر زن و مرد فعال سندیکایی که با سرکوب کارفرما و یا دولت مواجه می شود، به خوبی از اهمیت همبستگی ملموس قدرت سندیکایی در سطح ملی و حتی بیشتر از آن در سطح بین المللی آگاه است.

گردهمایی امروز تحقق این امر لازم است. این گردهمایی به طور همزمان نشان دهنده همگرایی تشکلات سندیکایی فرانسه و سوئیس برای دفاع از حقوق اتحادیه های کارگری در ایران، برای دفاع و آزادی همه سندیکالیست ها و معلمان سرکوب شده و زندانی شده توسط قدرت جمهوری اسلامی ایران است. حضور انجمن های فعالان ایرانی - از جمله «همبستگی سوسیالیستی با کارگران در ایران» - به این مظاهر انترناسیونالیسم سندیکایی و برای دفاع از همه حقوق دموکراتیک، برجستگی خاصی می دهد.

فروریختن ساختمانی در شهر آبادان در اواخر ماه مه که منجر به کشته شدن حداقل ۳۷ نفر شد، نمادی از یک رژیم غرق در فساد است. این ساختمان ۱۰ طبقه، با زیر پا گذاشتن تمام ضوابط و معیارهای معمول و ناظر بر بنای ساختمان های مسکونی و تجاری، ساخته شده است. تقبیح فساد مقامات محلی توسط مقامات مرکزی یکی از خصلت های مافیایی شناخته شده رژیم ایران است. وقتی کوس رسوایی های رژیم بیش از حد به صدا درمی آید، یک جناح از رژیم، جناحی دیگر را محکوم می کند تا مسئولیت های فجایع را از دوش کل رژیم بردارد.

اما این ترفند هر چه دشوارتر می شود. به واقع، پس از فروریختن این ساختمان، شعارهای مردم در تظاهرات و راهپیمایی ها، چهره جنایتکارانه کل نظام را محکوم کردند و مستقیماً شخص ولی فقیه علی خامنه ای را هدف قرار دادند.

به این ترتیب، اعتراضات آبادان به موج اعتراضاتی پیوست که از اوایل ماه مه در پی حذف یارانه های مواد اولیه غذایی و انفجار قیمت های آن ها، آغاز شده بود. تورم اخیر که به ویژه موجب افزایش سرسام آور قیمت کالاهای اساسی و مسکن می شود، به شدت افزایش گسترده نابرابری های اجتماعی را آشکار می کند. با این حال، اما نباید این واقعیت را پنهان کنیم که حذف این یارانه ها به تنهایی توسط دولت نتولیبیرال و دیکتاتوری ابراهیم رئیسی صورت نگرفت. این امر در سایه دستور العمل ها و مشوقات صندوق بین المللی پول و بانک جهانی صورت گرفت. نکته ای که بسیاری از رسانه ها در اروپای غربی درباره آن سکوت کرده اند.

«آخوندهای سرمایه دار»، اصطلاحی که بنا به گزارش سندیکالیست های ایرانی، در خیابان های تهران به آن ها لقب داده اند، بی وقفه اعتراضات زنان و مردان کارگر را سرکوب می کنند. این «آخوندهای سرمایه دار» به خوبی به ظرفیت تاریخی توده های کارگر در به چالش کشیدن پایه های یک رژیم دیکتاتوری واقفند. هدف حکومت از خصوصی سازی بخش های اقتصادی، از طریق زنجیره ای از شرکت های پیمانکاری فرعی، شقه شقه کردن و تضعیف کارگران است. با این حال، چه در بخش صنایع نفتی و نیشکر و چه در حمل و نقل و خدمات عمومی، اعتصابات و تظاهرات را نتوانستند و نمی توانند از بین ببرند.

در مواجهه با قدرت جمهوری اسلامی، هیچ خواست دموکراتیکی نمی تواند همبستگی مؤثر با مبارزات توده های زحمتکش ایران را نادیده بگیرد. و یک همبستگی مؤثر نمی تواند این واقعیت را پنهان کند که تحریم های امپریالیستی تحمیل شده بر ایران، عمدتاً به توده های مردم ضربه می زند و نه به جناح های در قدرت، که با سیاست اقتصاد رانتی، ثروت تولید شده توسط مزدبگیران را به جیب می زنند.

با توجه به نکات فوق است که ما به تظاهرات امروز پیوسته ایم. حضور ما در این جا، در کشوری که سازمان جهانی کار در آن مستقر است - و این نهاد بین المللی دولت سوئیس را به خاطر عدم حمایت کافی از نمایندگان اتحادیه های کارگری مورد سرزنش قرار داده است - گامی است برای تحقق انترناسیونالیسم اتحادیه های کارگری که باید آن را پی بگیریم.

## پیام سندیکای سولیدر (فرانسه)

در فاصله سی متری از این جا که ما گردهم آمده ایم، اجلاس سالانه سازمان جهانی کار در جریان است، و هم چنین مقر دفتر مرکزی این سازمان (دفتر بین‌المللی کار) قرار دارد.

در میان اصول بنیادین سازمان جهانی کار به ویژه مقاله نامه C087<sup>۸</sup> جایگاه مهمی دارد :

- از جمله حقوق مزدبگیران « حق ایجاد تشکل های خود آزرادانه و بدون اجازه قبلی، یا پیوست به تشکل های موجود».

حق «تدوین آزرادانه اساسنامه و آئین نامه های خود، حق انتخاب آزرادانه نمایندگان خود، حق تنظیم نحوه اداره امور و فعالیت های خود، و تدوین برنامه عمل خود» .

و این مقاله نامه تصریح می‌کند :

- «هر تشکلی ... حق دارد که به سازمان های بین المللی بپیوندد»؛

«مقامات دولتی باید از هر گونه مداخله ای که منجر به محدودیت این حقوق شود و یا موانعی بر سر راه اجرای قانونی آن ها ایجاد کند، خودداری کنند».

سند دیگری از سازمان جهانی کار، به تاریخ ۱۹۹۸ به روشنی تصریح می‌کند که این حقوق جهانشمولند، و همه دولت های عضو سازمان جهانی کار ملزم به مراعات و ترویج آن ها هستند.<sup>۹</sup>

افزون این که ایران دو معاهده بین‌المللی که مفاد مشابهی دارند را امضا کرده است.<sup>۱۰</sup>

اما دولت ایران تعهدات مندرج در این معاهدات را زیر پا می‌گذارد: در ایران فعالین سندیکایی دائماً مورد آزار و پیگرد قرار می‌گیرند و دستگیر، زندانی و شکنجه می‌شوند.

آخرین موج سرکوب در اول ماه مه ۲۰۲۲ با دستگیری، حبس و محکومیت ده ها معلم و فعال سندیکایی به اتهامات جعلی آغاز گردید. تنها «جرم» آن‌ها این است که قصد داشتند که در چهارچوب حقوق بین‌الملل و مقاله نامه های بنیادین سازمان جهانی کار، که عنصر محوری آن حقوق سندیکایی است، به فعالیت های اتحادیه ای بپردازند

**و با این همه :**

به استناد اطلاعات مندرج در سایت اینترنتی سازمان جهانی کار :

- یک نماینده دولت ایران با خیال راحت در شورای اداری دفتر بین‌المللی کار مستقر است.<sup>۱۱</sup>

<sup>۸</sup> - مقاله نامه ۸۷ سازمان جهانی کار، ۱۹۴۸

[https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=1000:12100:0::NO::P12100\\_INSTRUMENT\\_ID,P12100\\_LANG\\_CODE:312232,en:NO](https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=1000:12100:0::NO::P12100_INSTRUMENT_ID,P12100_LANG_CODE:312232,en:NO)

<sup>۹</sup> - اعلامیه سازمان جهانی کار در مورد اصول و حقوق بنیادین کار، ۱۹۹۸

<https://www.ilo.org/declaration/lang--en/index.htm>

<sup>۱۰</sup> - میثاق بین المللی در مورد حقوق مدنی و سیاسی، (ICCPR)، ۱۹۶۶، ماده ۲۲

<https://www.ohchr.org/en/instruments-mechanisms/instruments/international-covenant-civil-and-political-rights>

میثاق بین‌المللی در مورد حقوق اقتصادی، اجتماعی و فرهنگی (PIDESC/ICESCR)، ۱۹۷۶، ماده ۸

<https://www.ohchr.org/en/instruments-mechanisms/instruments/international-covenant-economic-social-and-cultural-rights>

<sup>۱۱</sup> - ترکیب شورای اداری دفتر جهانی کار (صفحه ۲)

[https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed\\_norm/@relconf/@reloff/documents/meetingdocument/wcms\\_083528.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_norm/@relconf/@reloff/documents/meetingdocument/wcms_083528.pdf)



نماینده دیگری در «گروه کار سه جانبه گرایي مسئول مسأله مشارکت تام و تمام، دموکراتیک، مبتنی بر برابری در اداره سه جانبه گرایي سازمان جهانی کار» عضویت دارد.<sup>۱۲</sup>

هم چنین در کنفرانس ۲۰۲۲ افراد زیر شرکت دارند<sup>۱۳</sup>:

- ۹ نماینده از سوی دولت ایران، که وزیر کار و حمایت های اجتماعی (حجت الله عبدالملکی) در میان آن ها است،

- ۱۱ نفر دیگر که وابستگی تنگاتنگی به قدرت سیاسی دارند و به دروغ به عنوان نماینده مزدبگیران معرفی می شوند.

**به این رسوایی باید خاتمه داد**

- حق ایجاد تشکلات سندیکایی باید رعایت شود،

- تظاهرات و اعتصاب نباید جرم و یا «توطئه» محسوب گردد،

- تمام کسانی که به خاطر فعالیت سندیکایی در زندان هستند باید فوراً آزاد شوند،

- از ایران نه نمایندگان «خانه کارگر» بلکه فعالین سندیکایی مستقل از دولت باید در اجلاس سازمان جهانی کار شرکت کنند.

---

<sup>۱۲</sup> - ترکیب کمیته ها و دیگر ارگان ها برای ۲۰۲۱-۲۰۲۲ (صفحه ۴)

[https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed\\_norm/@relconf/documents/meetingdocument/wcms\\_566455.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_norm/@relconf/documents/meetingdocument/wcms_566455.pdf)

<sup>۱۳</sup> - لیست موقت بازبینی شده هیات های نمایندگی ۲۰۲۲ (صفحات ۴۷-۴۸)

[https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms\\_844627.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meetingdocument/wcms_844627.pdf)



## پیام سندیکای اف. اس. او. (فرانسه)

چندین سندیکای اف. اس. او. عضو بین الملل آموزش (IE) هستند و از سال ها پیش در کلکتیو سندیکایی ایران نیز فعالیت می کنند. ما امروز از این جایگاه سخن می گوئیم.

سال هاست که معلمان ایران مطالبات برحق خود را در زمینه ی بهبود شرایط کار آبرومندانه و شناسائی رسمی حقوق و آزادی های اساسی شان به منزله ی زنان و مردان کارگر و شهروند بیان می کنند.

در ایران ده ها زن و مرد معلم به خاطر فعالیت های مسالمت آمیز در چارچوب قوانین بین المللی در شهرهای مختلف دستگیر شده اند. این امر قابل توجیه نیست.

حق گردهمایی مسالمت آمیز و حق تشکل برای هر جامعه، امری اساسی است.

بازداشت و حبس فعالان سندیکایی زن و مرد، به خاطر استفاده از این حقوق قانونی، سوءاستفاده فاحش از قدرت و نقض آشکار مقاله نامه ۸۷ سازمان جهانی کار در مورد آزادی تشکل و محافظت از حق سندیکایی، و مقاله نامه ۹۸ درباره حق ایجاد تشکلات و مذاکرات جمعی است.

دولت ایران موظف است که به خواست های به حقی که در تظاهرات بیان می شوند، از طریق گفتگو و به روش های سیاسی پاسخ دهد و نه با سرکوب.

سندیکای اف. اس. او. دستگیری تعداد بسیاری از نمایندگان کانون های صنفی معلمان در سراسر کشور را محکوم می کند.

جای هیچ زن و مرد مدافع حقوق انسانی در زندان نیست.

حقوق و آزادی های معلمان و کارکنان آموزشی، به ویژه حق آزادی تشکل، حق تجمع مسالمت آمیز و آزادی بیان، باید بدون هراس از مداخله مقامات حکومتی رعایت شوند.

سندیکای اف. اس. او. به تلاش خود درون درون کلکتیو سندیکایی ادامه می دهد و فراخوان های بین الملل آموزش را برای پشتیبانی از فعالان سندیکایا و اتحادیه های صنفی کارکنانی که حقوق انسانی و سندیکایی شان زیر پا گذاشته شده، از طریق سندیکاهای معلمان بازتاب خواهد داد.



**پرونده سازی، بازداشت و نشر و پخش اکاذیب از طرف وزارت اطلاعات و دیگر نیروهای سرکوب، محکوم است!**

مبارزات طبقه کارگر ایران برای یک زندگی انسانی و حق ابراز وجود و دستیابی به ابتدایی‌ترین حقوق پایمال شده‌شان نه تنها در دوران کرونا کاهش نیافته بلکه ابعادی گسترده‌تر پیدا کرده است. اعتراضات سراسری معلمان برای حق آموزش رایگان و همگانی، برای دستمزد بالای خط فقر و برای حق تشکل و آزادی معلمان زندانی در سراسر کشور با حمایت دانش آموزان و جامعه لحظه‌ای متوقف نشده است.

در روزهای اخیر یک بار دیگر شاهد گسترش موج دستگیری فعالین کارگری، معلمین و فعالین مدنی و هنری بوده‌ایم. همچنین اعتراضات سراسری مردم کارگر، زحمتکش و ستم دیده ایران علیه گرانی، فساد، غارت اموال عمومی، بی‌عدالتی‌های لجام گسیخته و نقض ابتدایی‌ترین حقوق انسانی با وجود سرکوب‌های گسترده کماکان ادامه دارند و تعداد زیادی بازداشت شده و اخبار مربوط به قتل رساندن مردم توسط نیروهای انتظامی و امنیتی گزارش شده است.

مقامات امنیتی، قضایی و اجرایی حکومت از آنجا که از هرگونه پاسخ انسانی و مسئولانه نسبت به مطالبات بر حق طبقه کارگر و مردم محروم و ستم دیده ایران ناتوان بوده و هستند، بیش از پیش به راه حل همیشگی شان، یعنی سرکوب، پرونده سازی، بازداشت، سناریو سازی و نشر و پخش اکاذیب و اتهامات نخ نمای امنیتی، متوسل شده‌اند.

با وجود اینکه وزارت اطلاعات هنوز رسماً اسامی بازداشتی‌های اخیر همراه با اتهامات آنان را به روشنی به اطلاع عموم نرسانده است، اما عوامل وزارت اطلاعات از طریق پخش اخبار و شایعات دروغین و کاملاً بی‌پایه و اساس در شبکه‌های مجازی در حال پرونده سازی علیه فعالان کارگری و معلمین بازداشت شده در روزهای اخیر می‌باشد.

سندیکای کارگران شرکت واحد، به عنوان بخشی از جنبش مستقل کارگری در ایران، حق کامل و وظیفه خود می‌داند که با تمامی بخش‌های طبقه کارگر در ایران و سراسر جهان در ارتباط باشد و در همبستگی بین‌المللی با کارگران، از ارتباطات خود با کارگران سایر نقاط دنیا دفاع کرده و آنرا حق بدیهی خود می‌داند.

سندیکای کارگران شرکت واحد، هر گونه اتهام وارده و پخش اکاذیب علیه اعضای خود از جمله رضا شهابی که در تاریخ ۲۲ اردیبهشت بازداشت شده است، و دیگر بازداشت‌های کارگری و فرهنگی را محکوم می‌کند. کلیه فعالین کارگری و اجتماعی در روزهای اخیر از جمله آئی‌شا اسدالهی، ریحانه انصاری‌نژاد، کیوان مهتدی و همچنین معلمان بازداشتی از جمله رسول بدافی، جعفر ابراهیمی، اسکندر لطفی، محمد حبیبی، محسن عمرانی، شعبان محمدی، مسعود نیکخواه، محمود ملاکی، رضا امانی‌فر، اصغر حاجب باید بدون هر گونه قید و شرط آزاد شوند.

آزادی انجمن، تشکل، بیان، تجمع، اعتراض، اعتصاب و همبستگی طبقاتی و بین‌المللی از ابتدایی‌ترین حقوق شناخته شده جهانی تشکلات کارگری است و تداوم سرکوب این آزادی‌های بنیادی، که در مقاله‌نامه‌های سازمان جهانی کار و دیگر مقاله‌نامه‌های بین‌المللی که جمهوری اسلامی موظف به رعایت آنها است به صراحت لحاظ شده‌اند، تنها به گسترش هر چه بیشتر انزجار عمومی از سرکوبگران منتج خواهد شد.

سندیکای کارگران شرکت واحد به عنوان عضو فدراسیون جهانی کارگران حمل و نقل، بخشی از جنبش جهانی کارگران در بخش عمومی است و همینجا از تمامی کارگران در جهان و از نهادهای بین‌المللی کارگری می‌خواهد که مقامات جمهوری اسلامی ایران را در نشست آتی سازمان جهانی کار، از ۲۷ مه تا ۱۱ جون ۲۰۲۲، و در سطوح دیگر به دلیل سرکوب، بازداشت و پخش اکاذیب علیه فعالین کارگری و معلمان تحت شدیدترین فشارها قرار دهند. اتهامات امنیتی علیه فعالین کارگری و معلمان و فعالین جنبشهای دانشجویی و جنبشهای برابری طلب و آزادیخواه در ایران سابقه دیرینه دارد و به هیچ عنوان در اراده ما و جنبش مستقل کارگری در ایران تأثیری نداشته است. بنابراین به مقامات یادآور می‌شویم که بیش از این صبر و حوصله طبقه کارگر و مردم محروم ایران را آزمایش نکنید. کلیه فعالین کارگری و معلمین را فوری و بدون قید و شرط آزاد کنید!

سندیکای کارگران شرکت واحد بدین وسیله کارزار داخلی و بین‌المللی خود برای آزادی رضا شهابی و دیگر بازداشتی‌های روزهای اخیر را اعلام می‌کند و تا لغو هر گونه اتهام و پرونده سازی دروغین علیه آنان و آزادی بدون قید و شرطشان این کارزار را ادامه خواهد داد. از عموم تشکل‌های کارگری و مدافعان حقوق کارگران و فعالین صنفی و اجتماعی می‌خواهیم که

آگاهانه حربه‌های عوامل امنیتی را افشا کنند و با درایت و هماهنگی کامل مهر پایانی بر این طرح‌ها و سناریو سازی های ورشکسته بزنند.  
اخبار مربوط به سندیکای کارگران شرکت واحد و این کارزار از طریق کانال تلگرامی، اینستاگرام و ایمیل رسمی سندیکا به اطلاع عموم خواهد رسید. در درج و باز انتشار آنها با ما همراهی کنید.

**سندیکای کارگران شرکت واحد اتوبوسرانی تهران و حومه**

دوشنبه ۲۶ اردیبهشت ۱۴۰۱